

LIVRET D'EXPOSITION

# MILLE FEUILLES



2008 - 2018 : 10 ANS D'ARCHIVES

15 SEPTEMBRE > 12 OCTOBRE

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOIRET • 6, RUE D'ILLIERS À ORLÉANS

ENTRÉE GRATUITE



[WWW.ARCHIVES-LOIRET.FR](http://WWW.ARCHIVES-LOIRET.FR)  
[WWW.LOIRET.FR](http://WWW.LOIRET.FR)

2018   
ANNÉE EUROPÉENNE  
DU PATRIMOINE  
CULTUREL  
#EuropeForCulture



## **10 ans de nouveaux documents entrés aux Archives, mille et mille feuilles engrangées, classées et Inventoriées, prêtes à être découvertes et partagées !**

Quelle que soit leur époque (du Moyen Âge aux années les plus récentes) ou leur support (du parchemin au DVD) les archives esquissent une fresque historique du territoire loirétain, d'Andonville à Patay, en passant par Gien, Mareau-aux-Prés, Les Choux et Orléans.

Ce patrimoine s'enrichit tous les ans du versement d'archives publiques, de dépôt d'archives communales, de don ou dépôt d'archives privées ou encore d'acquisition de documents anciens en vente publique, ou auprès de librairies ou de collectionneurs.

De ces nouvelles entrées, nous avons sélectionné quelques éléments rares, insolites ou plus ordinaires qui illustrent toutes les facettes de la vie politique, économique et sociale de notre département : école, aménagement du territoire, conflits du XX<sup>e</sup> siècle, industries et commerces locaux, aviation ou encore personnalités ayant marqué l'histoire du département et du pays.

Par cette exposition nous voulons aussi rendre hommage à tous les donateurs et déposants qui, par leur geste, permettent aux chercheurs de disposer de sources toujours plus abondantes et précises.

Afin que ce patrimoine puisse être partagé par tous, il faut un patient travail de collecte, de classement, de conservation et de communication exécuté au quotidien par les agents de différentes équipes des Archives départementales. Un travail au service de notre patrimoine commun, que nous vous proposons de découvrir également.



### **LES COUPS DE CŒUR DES ARCHIVISTES**

Certains des documents présentés sont entrés aux Archives il y a plus de dix ans. Découverts au fil de leurs recherches et de leurs travaux par les archivistes, ils les ont surpris ou enthousiasmés par leur forme, leur support, leur époque ou leur sujet. Ils sont emblématiques, insolites, extraordinaires, inhabituels, ... toujours essentiels à la compréhension de l'histoire. Ils sont accompagnés de commentaires rédigés par les archivistes qui racontent l'histoire et la provenance du document et expliquent en quoi ces documents méritent l'appellation subjective de « coup de cœur ».



- **"Mémoire instructif sur chacune des villes, bourgs et paroisses de l'élection d'Orléans [...] Fait au mois de septembre 1762".**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2119)

**Achat en 2015.**

Ce registre, probablement établi à la demande d'un officier d'une administration royale (intendance de l'Orléanais ou l'une de ses subdivisions) récapitule les droits seigneuriaux et d'usage ainsi que les impôts (notamment la taille) dus par chaque paroisse de l'élection d'Orléans. Cette ancienne circonscription administrative et fiscale comprenait les parties centrale et ouest du Loiret et s'étendait sur une partie de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et du Cher.

Anciennement propriété de la famille de Miromesnil, ce registre acheté en 2015 est inédit par sa forme et son contenu car aucun autre de ce type n'est conservé dans les archives de l'ancienne intendance de l'Orléanais.

- **Fonds Glomeau, reconstruction de l'Eglise St Marc à Orléans. Aménagement de la sacristie. Coupe transversale. Le 20 juillet 1885. A. Noel.**

(Arch. dép. du Loiret, 465 J 28)

**Classement en 2016.**

- **Devis estimatifs des travaux d'aménagement de la sacristie de l'église Saint-Marc à Orléans.**

(Arch. dép. du Loiret, 465 J 1)

**Classement en 2016.**

Le fonds Glomeau (465 J) est le fonds d'un entrepreneur en maçonnerie qui exerçait à Orléans au XIX<sup>ème</sup> siècle.

En 1884, la fabrique de l'église Saint-Marc choisit l'entrepreneur Glomeau afin de réaliser les travaux d'agrandissement et de reconstruction de l'église, le considérant comme étant un entrepreneur "solvable et sérieux". Le fonds comprend les dossiers de ce chantier : notes de l'architecte, cahier des charges, devis... Surtout, il contient des plans de l'église, dont nombre d'entre eux sont signés par l'architecte A. Noël, qui fut choisi pour concevoir le projet. On compte aussi bien des coupes et des plans de l'église dans son ensemble que des plans de détails ou de divers éléments la composant.

Ce fonds contient également les plans du projet d'aménagement de l'école libre de la paroisse.

- **Registre de correspondance du procureur du duc d'Orléans, 1753-1757. Correspondance relative à la gestion du domaine et des terres de l'apanage d'Orléans ; registre inédit, réputé disparu depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle.**

(Arch. dép. du Loiret, A 2467)

**Achat en 2016.**

Jacques Le Clerc de Douy fut procureur du duc d'Orléans de 1740 à 1760, c'est-à-dire son représentant dans ses fonctions judiciaires mais aussi au sein de la chambre du domaine de l'apanage d'Orléans (terres concédées par le roi à un membre de sa famille et ses descendants). Dans ce registre est enregistrée sa correspondance relative à la gestion du domaine et des terres de l'apanage.

Ce registre était réputé perdu depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. Il est réapparu en 2016 et a été acquis grâce à une subvention des Archives de France. Un second registre, couvrant la période suivante (1757-1764) avait lui aussi pu être acheté dans les mêmes conditions en 2003.

➤ **Plan terrier de la seigneurie de Chevry-sous-le-Bignon, 1782.**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2063)

**Dépôt en 2014.**

L'atlas général de la terre et seigneurie de Chevry-sous-le-Bignon a été établi à la demande de Justine Joseph Boucot, comtesse de Rouault, dame de Chevry, en 1782. Réalisé par un feudiste, le nommé Huiet, il a pour vocation de justifier l'ancienneté de la seigneurie en énumérant tous les seigneurs connus, le premier étant Hugues d'Esgreville en 1217, et l'ensemble des droits seigneuriaux et féodaux attachés à la terre par la transcription des titres anciens.

Ceci est réalisé dans le but d'éviter les procès de redevables désireux de contester leurs impositions et devoirs mais aussi pour optimiser la perception des droits en veillant à n'en oublier aucun.

➤ **Fonds du conseil général du Loiret, Direction de l'Aménagement, unité Foncière et Urbanisme.** (Arch. dép. du Loiret, 1590 W 5)

**Versements en 2006-2007.**

➤ **Commission intercommunale d'aménagement foncier (CIAF) n° 8 : plan cadastral de la commune de Neuville-aux-Bois (2006).**

**Rapport de l'enquête publique (13 avril au 14 mai 2007) : extrait du registre des réclamations de la commune de Neuville-aux-Bois.**

L'autoroute A19, permet le grand contournement de Paris par le sud en reliant Artenay à Sens. La construction du dernier tronçon, entre les autoroutes A6 et A10, s'étend sur 40 communes du département du Loiret. Cet ouvrage a entraîné une opération d'aménagement foncier agricole et forestier, sorte de remembrement, mené par le Conseil général du Loiret.

Quatorze commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier, créées par celui-ci le 20 janvier 2006, ont été chargées de l'enquête publique sur le périmètre de l'autoroute ainsi que du classement des parcelles.

➤ **Université de Tours, construction de l'UFR de sciences pharmaceutiques : étude préalable réalisée par l'atelier d'urbanisme de l'agglomération de Tours (avril 1989).**

(Arch. dép. du Loiret, 1733 W 550)

**Versement en 2014.**

L'université de Tours (auparavant université d'Orléans-Tours) est créée en 1970 sous le nom d'université François Rabelais. Elle comporte à l'origine dix unités d'enseignement et de recherche (UER) dont les sciences pharmaceutiques qui construisent un nouveau bâtiment au début des années 1990.

Ces documents ont été versés en 2014 par le service de l'ingénieur régional de l'équipement qui exerce une mission de conseil technique auprès du Rectorat, pour les questions relatives aux constructions universitaires situées dans l'académie.

Les Archives départementales du Loiret ont reçu ce dossier car en tant que chef-lieu de région, elles ont également la compétence pour collecter les archives des administrations de niveau régional.

➤ **Plan du cadastre révisé de Chevry-sous-le-Bignon, section A, feuille 3, 1941.**

(Arch. dép. du Loiret, 1781 W 71/4)

**Versement en 2018.**

Le renouvellement du cadastre dit « napoléonien », établi entre 1810 et 1840, est prescrit par la loi du 16 avril 1930 afin de mettre à jour les évaluations foncières servant de base à l'imposition. Cette opération, s'étend selon les communes, des années trente aux années soixante-dix.

La commune de Chevry-sous-le-Bignon choisit, en 1941, la procédure dite « par révision » de son plan cadastral datant de 1832. Il est mis à jour sans nouvelle triangulation, les modifications (nouveaux numéros et dessins des parcelles) sont portées en rouge sur les anciens plans.

D'autres communes, jugeant leurs anciens plans trop obsolètes, choisissent la réfection complète : nouvelle désignation des sections avec deux lettres et nouvelle numérotation des parcelles

➤ **Capture d'écran de la matrice cadastrale numérique de la mairie de Chevry-sous-le-Bignon, 2004.**

(Arch. dép. du Loiret, 1172 W)

**Versement en 2016.**

Afin de connaître les propriétaires d'une parcelle, l'administration fiscale utilise une « matrice cadastrale ». Cet outil, au départ uniquement papier, présente toutes les parcelles possédées par une personne physique ou morale, avec des renvois vers le nom des propriétaires précédant et suivant.

Bien qu'ingénieux, ce système reste complexe. À partir de 1973, une première base de données informatique est mise en place pour se substituer au papier, la base MAJIC (Mise à jour des informations cadastrales). Cependant jusqu'en 2003, les supports physiques de la matrice cadastrale continuent d'exister, notamment sous forme de microfiches. À partir de 2004, seuls les fichiers numériques existent. Des Cd-rom sont envoyés aux communes. Les Archives départementales reçoivent cette matrice numérique 10 ans après son édition.

Sur cet extrait de 2004, on peut voir la parcelle où est construite la Mairie de Chevry-sous-le-Bignon. Le propriétaire est évidemment la commune de Chevry-sous-le-Bignon, en tant que personne morale. On y découvre la date de construction de la mairie : 1898.

➤ **Carte des gisements de pétrole de Château-Renard, Saint-Firmin-des-Bois et Chuelles. Avec situation des sondages "A jour le 23-6-1963".**

(Arch. dép. du Loiret, 604 J 20)

**Don en 2015.**

Le Gâtinais, territoire si peu connu des Orléanais, fourmille de richesses ; il est en quelque sorte l'Eldorado du Loiret ! Il possède en son sein de l'or rouge – mis à l'honneur par les safraniers de Boynes et de Corbeilles – et de l'or noir. Ce dernier, encore plus inédit, est exploité dans l'ancien canton de Château-Renard depuis 1958. Quelle n'est pas la surprise des promeneurs de découvrir à l'orée d'un chemin un derrick en train de pomper lentement son précieux liquide issu du bassin parisien. Certes, cette production n'était que de 1300 barils par jour en 2017 mais elle n'en est pas moins une fierté pour tous ceux qui sont originaires de ce petit pays.



- **Le métro aérien suspendu de Châteauneuf-sur-Loire. In Bulletin de l'Association des Amis du Musée de la Marine de Loire, n°93, mai 2016./Jean-Michel Hervé.**

(Arch. dép. du Loiret, BH BR 15381)

**Don en 2016.**

Forte de ses 39 500 ouvrages, la bibliothèque des Archives est une bibliothèque spécialisée. Elle est constituée de livres récents et anciens concernant le Loiret, des origines à nos jours. Sont aussi traitées certaines thématiques générales comme l'histoire de France ou les sciences auxiliaires de l'histoire. Elle s'enrichit de dons et d'achats réguliers.

- **Au bout du rail. - Bruno Le Roux ; Fabrice Richard. - Rennes : Candela production, 1999. - DVD, 54 mn.**

(Arch. dép. du Loiret, BH DVD 27)

**Don en 2018.**

- **Plaquette promotionnelle de l'aérotrain par la société Bertin : avec plans et photos (années 1960).**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2215)

**Achat en 2017.**

Cette plaquette, achetée en 2017, permet de compléter les informations du riche fonds de la Direction départementale de l'équipement (DDE) récemment classé.

- **Photographies de la construction, puis des essais de l'aérotrain, 1969.**

(Arch. dép. du Loiret, 1242 W 759)

**Classement en 2018.**

Le versement de la DDE réalisé en 1994 et classé en 2018 comporte plusieurs dossiers relatifs à l'aérotrain. Ainsi, les Archives départementales conservent des plans et photographies mais également des dossiers techniques uniques (études de sols préalables, notes de calcul, tracé de la voie...).

Ces archives publiques permettent de retracer l'histoire de la ligne expérimentale de transport guidé sur monorail entre Orléans et Paris de sa construction en 1968 à l'arrêt du projet en 1977





➤ **Plan terrier d'Andonville (1776) - Vue en particulier du château, de la garenne et des terres de Beauce.**

(Arch. dép. du Loiret, 346 O-SUPPL)

**Dépôt de la commune d'Outarville en 2017.**

Le plan terrier d'Andonville a pour objet d'aider le régisseur, ou le fermier de la seigneurie, dans la perception des droits seigneuriaux. Tels les plans cadastraux actuels, chaque parcelle est représentée et identifiée par un numéro. Celui-ci est reporté dans un registre appelé terrier ou censier (non parvenu pour Andonville) qui permet de connaître le propriétaire, la contenance et la nature du sol.

En général, le plan est refait lors de la refonte du terrier pour prendre en compte les évolutions du parcellaire. Deux hommes sont alors en action : le commissaire à terrier, ici un nommé Aubry, notaire, et l'arpenteur, le nommé Aubert.

- **Observations sur les plantes par Jean-Etienne Guettard, docteur en Médecine de la faculté de Paris, 1747.** Exemplanche du botaniste Jean-Louis-Marie Poiret.

(Arch. dép. du Loiret, BH P 3926)

**Achat en 2011.**

- **Coopérative vinicole de Baule, Matériel. - Pressoirs Mabilles (Amboise), projet d'installation d'un egrappiston n°3 : plan, années 1930.**

(Arch. dép. du Loiret, 468 J 31)

**Don en 2016-2017.**

La cave coopérative de Baule est fondée en novembre 1938. Elle fut la troisième coopérative d'importance dans l'Orléanais avec celles de Mareau-aux-Prés (fondée en 1931) et d'Olivet (fondée en 1933). Elle avait pour objectif de "faire et faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation, le conditionnement, l'écoulement et la vente des vendanges, marcs et tous autres produits, sous-produits provenant exclusivement des exploitations des sociétaires" dans la circonscription du canton de Beaugency. Parmi les cépages livrés par les vignerons sociétaires, on trouve les plus caractéristiques de l'Orléanais pour cette époque : gris meunier, hybride, auvernat, pinot. La coopérative se charge ensuite de la vinification, de la chaptalisation (enrichissement en sucre des moûts concentrés afin d'augmenter le degré d'alcool), de la mise en bouteille et de la vente.

Après une période d'apogée au sortir de la Seconde Guerre mondiale (130 sociétaires en 1950, 8000 hectolitres produits en 1944) s'ensuivent des années de crise des ventes et de baisse de la production qui conduisent à la liquidation de la coopérative, effective en 1988.

- **Statistiques agricoles classiques de la Neuville-sur-Essonnes, depuis 1862.**

(Arch. dép. du Loiret, 304 O-Suppl. 3 F 4)

**Dépôt en 2016.**

Les statistiques agricoles constituent une source de choix pour toute étude sur le monde rural mais aussi l'évolution du paysage. Leur instauration systématique date des premières années de la Révolution française. Il est alors nécessaire de quantifier et de suivre l'évolution de toutes les productions afin d'assurer des vivres aux armées et aux populations. A partir des années 1840, le ministère de l'Agriculture rationalise les enquêtes. Les statistiques décennales permettent ainsi de suivre l'évolution des exploitations, la répartition des cultures, la consistance des cheptels et les particularités de certains terroirs.

A la Neuville-sur-Essonnes, au commencement de la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, les exploitations agricoles sont encore assez nombreuses (une vingtaine) et de petite taille (20 à 30 hectares à l'exception d'une ferme qui cultive déjà 120 hectares). Les cultures traditionnelles – blé, avoine, orge – y ont encore une place prépondérante, la betterave sucrière est bien représentée, les oléagineux sont quasi-absents et le maïs n'a pas encore fait son apparition. Il y a également de nombreux herbages pour nourrir les troupeaux d'ovins et de bovins.

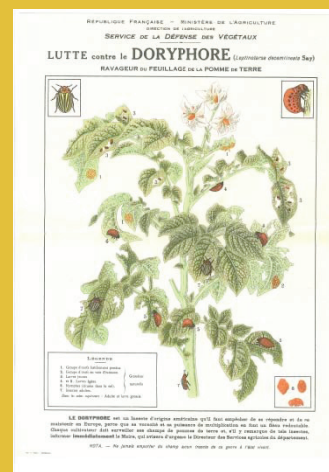
➤ **Affiche du service de défense des végétaux promouvant la lutte contre le doryphore, ravageur du feuillage de la pomme de terre, 1932.**

(Arch. dép. du Loiret, 356 O-Suppl. 3 F 5)

**Reconditionnement en 2018.**

J'ai remarqué ce document lors du reconditionnement du fonds de la commune de Changy-les-Bois. Cette commune, située à l'Est du département dans la région naturelle du Gâtinais a fusionné avec Varennes-en-Gâtinais par l'arrêté préfectoral du 5 octobre 1970, et a alors pris la dénomination de Varennes-Changy le 1er janvier 1971.

Cette affiche m'a semblé intéressante par son graphisme, mais aussi et surtout par le sujet qu'elle illustre. En effet, le doryphore est originaire du Mexique où il vivait à l'origine aux dépens de Solanacées sauvages. Il envahit les cultures de pommes de terre aux Etats-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle puis l'Europe à partir de 1918, invasion probablement liée aux livraisons à l'armée américaine. Aujourd'hui, s'il reste un problème sérieux dans certaines régions (Nord-Est des États-Unis, Canada, Europe orientale), il est moins redouté en Europe occidentale notamment en France.



➤ **Vues intérieures du centre de recherche des tabacs de Fleury-les-Aubrais, vers 1945-1960. Fonds Auguste Jaques.**

(Arch. dép. du Loiret 31 Fi 841, 31 Fi 855)

**Don en 2002.**

➤ **Registre de comptabilité de la faïencerie de Gien entre 1920 et 1930. Grand livre des comptes généraux entre 1932 et 1933.**

(Arch. dép. du Loiret, 587 J)

**Achat en 2012.**

Les faïenceries de Gien sont fondées en 1821 par l'industriel anglais Thomas Hall sur les terres de l'ancien couvent des Minimes. Elles connaissent un âge d'or jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, sous la direction de la famille Bapterosses, également propriétaire de la manufacture d'émaux de Briare.

La fabrication de la faïence, la composition de la pâte relèvent du secret industriel. Une part du mystère est dévoilée au travers de ce livre de compte : feldspath, sable, kaolin et argile. La beauté des décors et l'agilité des peintres sont les autres secrets qui font la renommée de cette industrie historique loirétaine.

- **Être recrutée comme ouvrière à la manufacture des tabacs d'Orléans. Fiche d'aptitude pour l'embauche d'une trentaine d'ouvrières à la manufacture des tabacs d'Orléans (1943).**

(Arch. dép. du Loiret, 2 ETP 322)

En reclassant le fonds d'archives de la manufacture des tabacs d'Orléans, j'ai repéré cette fiche d'examen d'aptitude pour le recrutement d'une trentaine d'ouvrières en 1943. Cette méthode de recrutement m'a semblé très actuelle et très en avance pour l'époque. Les tests sont conçus par la Commission générale d'organisation scientifique (CEGOS) pour le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). Ce nouveau mode de recrutement est expérimenté pour la première fois par le SEITA à Orléans. Il s'agit de sélectionner des candidates pour les postes de mécaniciennes-groupeuses, les postes de peseuses et les postes d'épouardeuses.

La manufacture des tabacs d'Orléans est en activité du 1er janvier 1885 à 1981. Son personnel y fabrique des cigares (jusqu'en 1936), du tabac haché et des cigarettes. Elle devient un centre de distribution pour les débitants de tabacs de 1981 à 1984 avant d'être fermée. Une partie des bâtiments est démolie en 1988. Seuls les bâtiments de direction sont conservés et réhabilités : depuis 1997, ils accueillent, entre autres des services de l'État, dont la direction régionale des Affaires culturelles de la région Centre-Val de Loire.



- **Vide-poche, décor « oiseaux de paradis », faïencerie de Gien.**

(Arch. dép. du Loiret, O Fi 11 h)

- **Photographie d'Henry et Marie Déparday devant leur magasin-atelier de chaises (vers 1910-1920) et livre de compte (1908).**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2203)

**Don en 2016.**

Henry Déparday est né le 25 décembre 1883 à Orléans et se marie le 28 novembre 1908 avec Marie Hatton, née le 11 novembre 1886 à La Chapelle-Saint-Mesmin. Il est artisan chaisier à Orléans.

- **Photographie du mariage de Robert Robichon en 1930.**

(Arch. dép. du Loiret, 51 Fi 59)

**Dépôt en 2014, en cours de classement.**

Le fonds du photographe local Robert Robichon est un fonds très riche. En effet, ayant exercé cette profession du début du XXe siècle jusqu'aux années 1950-1960, il a immortalisé une longue période de la vie des communes du canton de Cléry-Saint-André où était installée sa boutique.

Ce fonds, comprenant plusieurs milliers de clichés sur plaque de verre dont des portraits, des photographies de fêtes de famille, de manifestations locales et de scènes de la vie quotidienne et agricole, est actuellement en cours de traitement par le service des Archives du Loiret.

Par ailleurs, l'association « En ce temps-là, à Mareau-aux-Prés », propriétaire du fonds, viendra bientôt prêter main forte aux Archives pour identifier ces photographies. Une collaboration et un travail de longue haleine qui permettront à terme la mise en ligne sur le site des Archives du Loiret de l'ensemble de ce fonds particulièrement intéressant.

➤ **Appareil photographique « Contessa-Nettel ; Donata 9x12 ».**

(Arch. dép. du Loiret, entrée n° 5154)

**Don en 2016.**

Cet appareil, de la marque allemande « Contessa-Nettel », était utilisé par les photographes professionnels dans les années 1920 pour la prise de négatifs sur plaques de verre. Le photographe Robert Robichon a possiblement utilisé ce type d'appareil.

➤ **Feuille de réimmatriculation du photographe Robert Robichon au registre du commerce et des sociétés tenu par le tribunal de commerce d'Orléans (29 octobre 1959).**

(Arch. dép. du Loiret, 1465 W 24)

**Versement en 2008.**

Robert Robichon (1897-1967) exerce son activité à Cléry-Saint-André du 1er juillet 1935 jusqu'à son décès.

Le registre du commerce et des sociétés est créé en France par la loi du 18 mars 1919 et l'arrêté du 22 mars 1920. Il permet d'enregistrer officiellement l'existence des commerçants. Les créations de commerces et de sociétés y sont inscrites, ainsi que celles des artisans jusqu'en 1936, année de la création du registre des métiers.

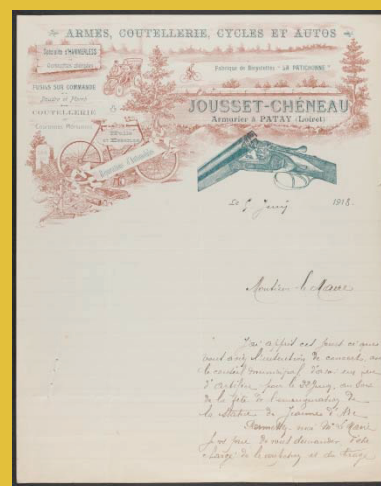
➤ **Courrier de la société Jousset-Chéneau à Monsieur le Maire de Patay au sujet d'un feu d'artifice, 5 juin 1913.**

(Arch. dép. du Loiret, 508 O-Suppl. 5 M 7)

**Reconditionnement en 2018**

J'ai trouvé ce papier à en-tête datant des années 1910 lors du reconditionnement du fonds de la commune de Patay. Affectionnant les automobiles, armes et illustrations anciennes, ce document les regroupant par le biais du papier à en-tête publicitaire d'un commerce patichon a attiré toute mon attention.

Grâce à l'illustration de l'en-tête, on apprend que cette armurerie vendait classiquement des fusils et couteaux, des cartouches, de la poudre, du plomb mais aussi des feux d'artifice, vendus à la mairie de Patay en juin 1913. L'entreprise était également spécialisée dans les bicyclettes, les réparations d'automobiles et les couronnes mortuaires.



- **Couvercle de boîte à fromage Val d'Or, carré pasteurisé, 40 % de matière grasse, par l'union des coopératives agricoles laitières de l'Orléanais avec une illustration de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, 1971.**

(Arch. dép. du Loiret, 5 Fi 897)

**Don en 2012.**

- **Le dépôt légal des statuts et actes des sociétés et coopératives agricoles auprès du juge de paix. Statuts de l'Union des laiteries coopératives de L'Orléanais du 22 novembre 1948, déposés au greffe de la justice de paix d'Orléans Est, le 4 janvier 1949.**

(Arch. dép. du Loiret, 4 U 123564)

**Versement en 2004. Classement en 2018.**

- **Photographie de M. Beaudin, chaisier à Jargeau (avril 1982).**

(Arch. dép. du Loiret, Cl-vue 17304)

- **Boîtes de Cotignac.**

(Arch. dép. du Loiret, 0 Fi)

**Don en 2013.**

- **Dépôt de modèles de marque de fabriques en juin et juillet 1894 au tribunal de commerce d'Orléans, dont le Cotignac.**

(Arch. dép. du Loiret, 6 U 40178)

Au cours d'une recherche dans les fonds des tribunaux de commerce, j'ai découvert les registres de marques de fabrique. Véritable mine d'informations pour retracer l'histoire d'un commerce ou d'une entreprise, les marques de fabrique constituent l'identité visuelle d'un établissement. Elles décorent les produits, et permettent également d'en assurer la publicité. Les vignettes peuvent ne porter qu'un titre, mais il y figure souvent une image en noir et blanc ou en couleur. En 1894 fut ainsi déposée par Auguste Desforges, épicier, au greffe du tribunal de commerce d'Orléans, la marque destinée au Cotignac d'Orléans, une des spécialités culinaires les plus anciennes de la ville aujourd'hui.



➤ **Etiquettes Vinaigrerie Gâtinaise E. Landry, maison fondée en 1828, spécialités de vinaigre de vin, fin XIX<sup>ème</sup> siècle-début XX<sup>ème</sup> siècle.**

(Arch. dép. du Loiret, 577 J 10)

**Don en 2011.**

La vinaigrerie Landry est une entreprise familiale de négoce en gros de vins, alcools et de vinaigriers fondée en 1828 à Barville-en-Gâtinais.

Zéphirin Landry, né en 1853, joue vraisemblablement un rôle décisif dans l'incontestable prospérité de la vinaigrerie aidé par son frère Ephrem. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les deux associés meurent à quelques années d'intervalle à un moment où l'environnement industriel et commercial se transforme profondément. Ernest Landry, fils de Zéphirin, reprend l'affaire en 1902 sans réussir à la remonter. Son décès prématuré en 1921 signe l'arrêt de de la vinaigrerie.

Comme beaucoup d'autres vinaigreries familiales du Gâtinais, les Landry fabriquaient leur vinaigre selon l'ancienne méthode traditionnelle de l'acétification. Mais à partir des années 1880, une mutation cruciale affecte la fabrication du vinaigre avec la découverte de nouvelles techniques, d'une mise en œuvre plus rapide. A Orléans, des vinaigreries importantes, dont celle de la famille Dessaux, décidèrent d'investir massivement dans les nouveaux procédés de fabrication. Elles occupèrent ainsi une part croissante du marché et portèrent un coup très dur aux nombreuses autres vinaigreries de taille plus modeste qui, dans la région, maintenaient l'ancien procédé. Les entreprises qui ne mutèrent pas vers les nouvelles techniques disparurent en quelques décennies.

### **Grande collecte relative à la Première Guerre mondiale**

Dans le cadre du centième anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les Archives départementales du Loiret ont lancé une vaste campagne de sauvegarde de documents sur cette période, susceptibles d'être détenus par les particuliers, les familles, les entreprises, les associations, etc. Les archives d'origine privée permettent de retracer une autre histoire, souvent plus humaine, plus sensible. Elles permettent de porter un autre regard sur la Grande Guerre et de mieux appréhender comment les soldats et leurs familles ont traversé les quatre années de guerre, comment les liens entre le front et l'arrière ont été maintenus, de quelle façon les Loirétains ont vécu la guerre loin du front.

Les correspondances de l'époque, les photographies, les lettres de poilus, les témoignages de soldats ou les journaux intimes sont ainsi venus enrichir les fonds d'archives déjà conservés par les Archives départementales.

***Cette exposition rend hommage à tous les donateurs et déposants qui, par leur geste, permettent aux chercheurs de disposer de sources toujours plus abondantes et précises.***

#### ➤ **Portrait de Paul Bazinet en uniforme de Saint-Cyrien.**

(Arch. dép. du Loiret, 477 J 21)

**Don en 2017.**

Paul Bazinet (né le 22 mars 1915), dont la famille est originaire d'Orléans depuis la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, est le second fils d'Henri et Yvonne Bazinet. Il est élève au lycée Pothier d'Orléans puis entre comme élève-officier à l'école militaire de Saint-Cyr (1937-1939). Mobilisé lors de la Seconde Guerre mondiale, il s'illustre à diverses reprises, notamment en février 1943, en Tunisie où il contre une attaque allemande qui lui vaut une citation à l'ordre de l'armée. Intégré au 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens depuis novembre 1940, Paul Bazinet est chef de section puis officier de renseignement de son régiment. Après le débarquement du 16 août 1944 à Saint-Tropez, il continue son avancée jusqu'en Alsace où il est promu capitaine et prend le commandement de la 11<sup>e</sup> compagnie avec laquelle il se distingue dans l'affaire du village de Killstett. En mai 1944, le général de Gaulle le nomme chevalier de la Légion d'honneur à Sienne (Italie). Puis, il obtient la croix de guerre des TOE (Théâtres d'Opérations Extérieures) avec palmes et il est fait officier de la Légion d'honneur avec palmes en août 1948.

En 1949, affecté au 3<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie, il embarque à Oran le 24 mars 1949 pour Saïgon (Indochine) où il arrive le 25 avril. Parti en opération de dégagement à That Khé (Tonkin), il est blessé au ventre. Evacué à l'hôpital d'Hanoï, il décède de ses blessures dans la journée du 15 juin 1949. Ses obsèques sont célébrées à la cathédrale d'Orléans le 4 novembre 1950. En 1956, une rue à son nom est inaugurée à Orléans dans le quartier de l'Argonne.

Ce fonds a été donné par la famille de Paul Bazinet en avril 2017 et classé en septembre 2017. Une partie de ce fonds constitué d'objets a été remis au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Lorris en mai 2017.

#### ➤ **Citation à l'ordre de l'Armée (Indochine), 1949.**

(Arch. dép. du Loiret, 477 J 28)

Paul Bazinet meurt lors de cette opération le 15 juin 1949.



➤ **Portrait de Paul Bazinet pendant la Seconde Guerre mondiale.**

(Arch. dép. du Loiret, 477 J 21)

➤ **Shako avec sa plume de casoar de Paul Bazinet, élève officier de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr.**

Prêt du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation de Lorris (n° inventaire 2017.4.25-27).

Le shako est une coiffure militaire remise aux élèves-officiers de l'École Militaire Spéciale de Saint-Cyr. Il est surmonté d'un plumet de casoar depuis 1855. L'origine de ce plumet remonte à la venue en France de la reine Victoria en 1855, l'empereur Napoléon III fait porter les couleurs de la maison de la reine d'Angleterre aux saint-cyriens qui défilent devant elle. Un plumet blanc et rouge orne désormais le shako des élèves de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr. Le surnom de Casoar lui est alors donné car cette visite britannique coïncide avec l'arrivée d'un de ces oiseaux à casque au Jardin d'acclimatation de Paris. Par la suite le « Casoar » devient le symbole associé aux élèves officiers de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. C'est la coiffure de tradition que reçoit Paul Bazinet lors de son passage à l'ESM entre 1937 et 1939, au sein de la promotion "Marne et Verdun" qu'il effectue à Saint-Cyr l'École dans les Yvelines.

➤ **Carnet de notes Bazinet, juin 1941.**

(Arch. dép. du Loiret, 477 J 25)

➤ **Figurines à l'échelle 1/32ème représentant des soldats français de la Première Guerre mondiale.**

➤ **Figurines à l'échelle 1/32ème représentant des soldats allemands, français, britanniques et américains de la Seconde Guerre mondiale.**

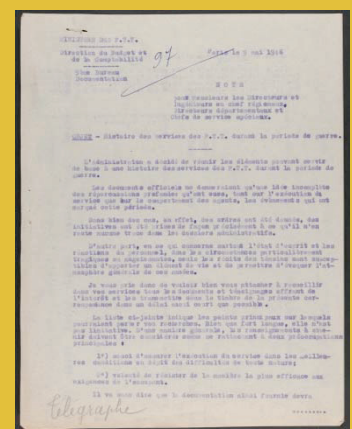
Prêt. Collection Réaudin.

➤ **Historique (par thématiques et descriptions) des événements marquants dans les services des Postes Télégraphes et Téléphone (PTT) pendant la Seconde Guerre mondiale, 1946.**

(Arch. dép. du Loiret, 1348 W 56)

**En cours de classement.**

Le fonds de la direction départementale de la Poste est particulièrement intéressant par sa richesse documentaire. C'est au cours du classement de ce fonds que j'ai découvert ce document. Il s'agit d'un outil de travail élaboré par la direction des P.T.T. (les Postes, Télégraphes et Téléphones) qui rassemble les informations concernant l'organisation des services de la Poste sous l'Occupation et leur rôle dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Il m'a tout de suite attiré car il représente un témoignage poignant des pressions de l'armée allemande sur les administrations.



- **Une élégante en costume « bleu horizon », gravure collée par un clerc sur une minute de notaire. Etude de maître Lacan, Malesherbes, 1er juin 1916.**  
(Arch. dép. du Loiret, 3 E 36118)

Lors du classement des archives des notaires et du dépoussiérage des documents, j'ai été étonnée de trouver, de manière un peu incongrue, un collage coloré sur une minute de notaire datée de janvier 1825. Le 1er juin 1916, en l'étude de maître Lacan, notaire à Malesherbes, un clerc probablement désœuvré, a collé la gravure d'une jeune femme vêtue d'un costume inspiré de l'uniforme bleu horizon des poilus. Le clerc paraphe son œuvre "Fait en l'étude de maître Lacan, le 1er juin 1916, un clerc qui n'avais rien à foute" (sic).

Cette illustration a ensuite été utilisée comme « Document du mois » en 2014 puis a été choisie pour servir de couverture au dossier pédagogique réalisé par le Service éducatif « Vivre à l'arrière, le Loiret pendant la Grande Guerre » paru en 2016.

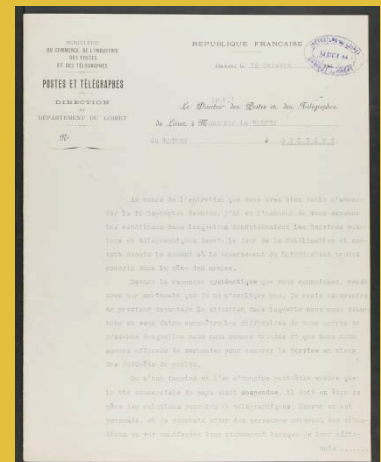


- **Rapport du directeur des Postes et des Télégraphes du Loiret, le 12 octobre 1914, sur le fonctionnement du service depuis la Mobilisation. Avec un tableau statistique.**  
(Arch. dép. du Loiret, 20 M 1)

En préparant l'exposition sur panneaux mobiles *Le Loiret dans la Grande Guerre*, j'ai trouvé ce rapport, malheureusement trop peu visuel pour qu'un cliché puisse donner une idée de son intérêt.

Il dresse en quelques pages un tableau saisissant de l'impact de la guerre sur le Service des Postes et télégraphes du Loiret. Pour répondre à « une campagne systématique », le directeur y rappelle les éléments essentiels des premières semaines du conflit : 3 millions d'hommes séparés de leurs familles, évacuation des départements du Nord, arrivée en masse des réfugiés Belges, création des hôpitaux temporaires, arrivée des boulangeries de campagne etc.

Surtout, avec le rattachement du Loiret à la zone des armées, l'administration des Postes devient l'auxiliaire directe de l'armée avec ses innombrables télégrammes et l'obligation de centraliser tous les courriers à Orléans. Il en résulte « un encombrement formidable », et cependant « aucune correspondance n'a été retenue au-delà du délai de 4 jours prescrit ».



- **"Ecrit du front, lettres de Maurice Pensuet à ses parents"**, édition établie par Antoine PROST, 2010.

(Arch. dép. du Loiret, BH O 7701)

**Achat en 2013.**

Maurice Pensuet est né le 25 décembre 1895 à Meung-sur-Loire. Il est le fils d'Auguste, horloger-bijoutier-photographe à Meung-sur-Loire, et de Marthe. Après son brevet, il commence son apprentissage d'horloger avec son père et le poursuit chez un ami de celui-ci, Léon Bardin, à Gien (du 2 février au 17 mai 1914).

Maurice est mobilisé à Montargis le 14 octobre 1914 (classe 1915). Il est incorporé au 169e régiment d'infanterie de Montargis où il fait ses classes. Il est envoyé au front le 13 avril 1915. Promu caporal, il refuse de devenir sous-officier. Blessé trois fois, il est hospitalisé à quatre reprises, d'abord à Cluny (septembre, octobre 1915), puis à Lunéville et Frasnelle-le-Château pour maladie (mars 1916), à Commercy (novembre 1916) et finalement à Saint-Etienne à partir de septembre 1917. Il garde dans la poitrine un éclat d'obus près du cœur. Cité à l'ordre du régiment de la division, il obtient la Croix de guerre. En mai 1921, il se marie avec Suzanne Desrosiers, dite Suzy et s'installe à Reims comme horloger, 34, rue Emile Zola, à l'enseigne "Le ver luisant". Le couple a deux filles en 1923 et 1925. Maurice décède le 5 mars 1966.

- **Copie du carnet de route de Maurice Pensuet (6 avril - 2 août 1915).**

(Arch. dép. du Loiret, 606 J 4)

**Don en 2015.**

- **« 2 années de la Grande Guerre 2 août 1914 - 2 juillet 1916 » : carnet de route par Gaston Dupré, sergent au 76eme d'Infanterie tué en Argonne le 8 juillet 1916 à l'âge de 28 ans./Philippe Dupré, 1997.**

(Arch. dép. du Loiret, BH BR 12194)

**Don en 2011.**

- **Lettre de Jean Fourcade, interné au camp de Pithiviers à sa femme, 15 juin 1943.**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2077)

**Achats en 2014-2016.**

Jean Fourcade est né le 19 août 1909 à Paris. Interné au camp de Pithiviers (on ignore le motif), il portait le numéro matricule d'interné 392. Il est libéré le 28 juillet 1943, sur décision du ministère de l'Intérieur. Son épouse habitait à Montrouge.

Dans ses lettres, Jean Fourcade évoque son ennui et sa faiblesse physique. Il demande également à sa femme de se renseigner sur son cas auprès de la préfecture du Loiret.

➤ **Insignes destinés à être remis à une famille juive par la sous-préfecture de Montargis, 1943.**

(Arch. dép. du Loiret, 223 W 50663)

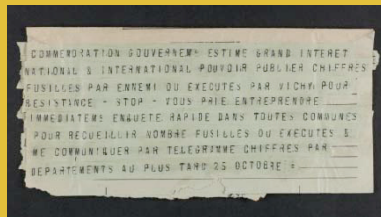
C'est en effectuant une recherche pour un usager qui souhaitait retrouver trace du passage d'une famille israélite en 1943 sur Montargis que j'ai découvert, dans le registre de la Sous-Préfecture de cette ville, ces insignes dans leur format original (non découpées). Elles n'avaient pas été remises aux sœurs Lévy (Jacqueline Lévy et Jeanne Lévy épouse Martin). J'ai été très émue car c'est la première fois que je voyais des étoiles jaunes. Ces femmes ont été considérées dans un premier temps (lettres du 13 juin 1941, du 8 juin 1942) de « race aryenne » puis, par lettre du 25 février 1943, elles sont ajoutées à la liste des israélites résidant dans le département.

Vous souhaitez reconstituer leur parcours de vie jusqu'à la liste établie en février 1944 ? Venez consulter en salle de lecture le dossier référencé 143 W 26244 : ces notes, lettres et textes législatifs nous permettent de contextualiser et de comprendre le vécu de ces familles !



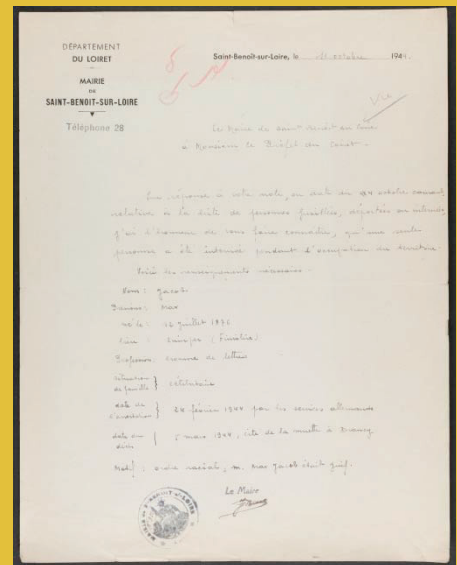
➤ **Arrestation de Max Jacob à Saint-Benoit-sur-Loire : une lettre, un télégramme datant du 14 octobre 1944.**

(Arch. dép. du Loiret, 138 W 25886)



En effectuant une recherche pour trouver la trace d'une personne disparue en 1944 dans le Loiret, je consulte une liasse précieuse : dès septembre 1944 le conseil des Ministres décide d'organiser la commémoration des fusillés de la Résistance le 1<sup>er</sup> novembre, et demande à toutes les communes libérées de recenser les personnes arrêtées et exécutées par l'ennemi ou par Vichy.

En consultant cette liasse, constituée des réponses de toutes les communes du Loiret, je cherche un nom et j'en trouve un autre, Max Jacob, « le piéton de Quimper », arrêté à Saint-Benoît-sur-Loire en 1944 pour « motif d'ordre racial », décédé à Drancy. L'émotion d'une feuille fragile, d'un télégramme bleu, qui organisent déjà la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Ces documents sont librement communicables par arrêté du 24 décembre 2015.



➤ **Jean Vilette, carte de déporté à Mauthausen, carte de rapatrié, papier retraçant son parcours depuis son arrestation à Orléans le 16 mars 1943 à son retour en France le 22 juin 1945.**

(Arch. dép. du Loiret, 1 J 2070)

**Don en 2014.**

Jean Villette est né le 12 juin 1921 à Pithiviers. Employé à la Caisse d'Epargne de Pithiviers, il est arrêté le 4 mars 1943 par la gestapo suite à "l'affaire des drapeaux" qui s'est déroulée le 1er mars à Pithiviers (défilé et photographies de jeunes hommes des classes 1940 et 1941, munis de drapeaux français, qui, considérée comme une provocation envers l'armée allemande, s'est ensuivie de l'arrestation de tous les participants).

Jean Villette est déporté à Mathausen en avril 1943. Envoyé au commando de Loibl Pass chargé de percer le tunnel routier entre l'Autriche et la Slovénie dès juin 1943, il est libéré du camp le 8 mai 1945. Il s'engage alors dans la brigade "Liberté", formée des déportés français libérés par les partisans yougoslaves de Tito. Rapatrié en France en juin 1945, il exerça comme employé de commerce à Yèvre-le-Châtel. Investi dans les associations d'anciens déportés, Jean Villette décède en 1995.

➤ **Registre des enfants de la commune des Choux revenus des camps d'internement, 1946-1951.**

(Arch. dép. du Loiret, 595 O-SUPPL.)

**Dépôt de la commune des Choux, 2017.**

Durant la deuxième guerre mondiale, le château du Moulin au Lièvre appartient à Jona Jancu Buim dit Benjamin, industriel parisien. De confession juive, il est déporté à Auschwitz (où il décède en 1943). Ses biens sont confisqués par les autorités allemandes mais non vendus. Au sortir de la guerre, ses enfants reprennent possession du château. Celui-ci est alors rapidement mis à disposition de l'association « Œuvre d'aide aux enfants » qui a pour objet de recevoir les enfants provenant des camps d'internement de Pologne et de préparer leur alyah, leur départ vers Israël. Du 10 mars 1947 au 31 décembre 1950, 565 enfants sont passés par cette maison.

Au début de l'année 2018, les Archives départementales du Loiret ont été contactées par Monsieur Aharon Friedmann qui cherchait à retracer le parcours de son enfance. Il a accepté de nous confier les précieux témoignages de son histoire et du fonctionnement du château du Moulin au Lièvre, dont il fut résident :

*Mon séjour au château du Moulin aux Lièvre, Choux, en 1948. Témoignage de M. Aharon (Arthur) Friedmann, de Tel Aviv, Israël.*

*1. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, la Russie dirigée par le parti communiste a pris le pouvoir sur tous les pays de l'Est, dont la Pologne.*

*Parmi toutes les nouvelles lois, il y eut l'interdiction de contact avec tous les pays « impérialistes » et bien sûr, interdiction de quitter le pays.*

*Pour ces raisons, les Juifs ont essayé par tous les moyens de quitter la Pologne communiste pour Eretz Israël (La Palestine en 1940).*

*2. Mes parents qui avaient l'intention d'arriver en Israël ont décidé d'envoyer leur jeune fils de 13 ans, par des voies illégales en Israël, aidées par des personnes mandatées par les associations juives en Israël qui se trouvait, en ce moment-là sous le mandat anglais, avant la déclaration de l'état d'Israël.*

*Ainsi, à 13 ans ½, je suis arrivé au Château à Les Choux avec des enfants d'âges différents. Nous étions en transit pour Israël. Le château hébergeait des enfants de 12 à 18 ans, orphelins ou ayant des parents qui avaient le projet de départ pour Israël*

*3. Le séjour au Château à Les Choux était très agréable. Nous étudions principalement, la langue hébraïque, la géographie d'Israël, l'histoire du sionisme ainsi que la culture générale.*

*4. Le château ainsi que l'environnement étaient très agréables, riches d'histoires du passé, avec des moniteurs et enseignants israéliens....en résumé, une Vie agréable sans devoirs.*

5. *Je suis arrivé avec un petit groupe en avril 1948 et j'y suis resté jusqu'en septembre 1948. De là, nous avons quitté Marseille (via Paris) par bateau, « le Pan York » pour EretzIsrel. Un voyage qui a duré 5 jours.*

6. *Moi et toutes les personnes de mon groupe, sommes reconnaissantes envers la France et sa politique d'aide qui a favorisé notre départ en Israël.*

*Vive la France*

➤ **Occupation allemande en 1940 du château du Moulin au Lièvre situé dans la commune des Choux.**

(Arch. dép. du Loiret, 7 Fi 749 et 751)

**Achat en 2017.**

Il s'agit de deux vues extérieures du château du Moulin au Lièvre. Sur la première, datée du 17 juillet 1940, on aperçoit un drapeau nazi flottant au vent. Sur la seconde, datée du 20 juillet 1940, on voit de l'artillerie et des véhicules militaires allemands stationnant dans le parc.

➤ **Archives hospitalières de Patay : exemptions de taxes, mai 1674.**

(Arch. dép. du Loiret, 21 H-Dépôt 2)

**Dépôt en 2015.**

En mars 1662, les sœurs qui administrent l'hôpital de Patay n'ont pas été mentionnées parmi les congrégations exemptées d'imposition sur leurs fiefs et seigneuries. Elles ont donc fait appel au roi pour que cette exemption soit rétablie. L'autorisation est donnée par ce document datant de mai 1674. « *Nous avons approuvé et confirmé [...] nous bailles homme vivant et mourant ny nous payer et a nos successeurs roya[ux] aucune finance ou indemnité droits seigneuriaux franc fief nouveaux acquets ni autre droits dont nous avons affranchi deschargé lesdits heritages terres et domaines [...]* ».

On remarque au bas de la lettre la signature de Louis XIV et au dos celle de Colbert, membre du Conseil royal des finances.

➤ **Communication de l'ADEME : 1 film sur DVD et une plaquette de 2006 sur la pollution liée aux véhicules et sur les modes de déplacement.**

(Arch. dép. du Loiret, 1766 W 11)

**Versement et classement en 2016.**

L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), créée en 1991, est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), qui œuvre pour la protection de l'environnement et la maîtrise des énergies.

Elle finance des projets, apporte des conseils, produit des expertises, élabore des outils méthodologiques, réalise des actions de formation et de sensibilisation. Elle réalise régulièrement des brochures et vidéos d'information à destination du grand public.

➤ **Correspondance relative à l'étiquetage des yaourts (1954). Demande de la Préfecture aux laiteries et fromageries du Loiret et réponse de l'union des coopératives agricoles laitières de l'Orléanais. Illustration de la politique relative à l'hygiène et à la santé après la Seconde Guerre mondiale, développement de la traçabilité des produits. (Fonds de la direction départementale de la santé).**

(Arch. dép. du Loiret, 1750 W 16)

**Versement en 2014. Classement en 2017.**

Après la Seconde Guerre mondiale, afin de pallier les carences alimentaires, l'Etat décide notamment de distribuer du lait dans les écoles. Parallèlement, il encourage la filière laitière. Le développement de la consommation pousse l'Etat à mettre en place des mesures de contrôle d'hygiène, tant au niveau de la production que de la distribution.

C'est ainsi que, dans les années 1950, se développe la volonté d'assurer la traçabilité des produits dérivés du lait (fromage, yaourts,...) avec l'indication de la date de préemption.

➤ **Extrait de la première délibération du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Loiret, datée du 5 juillet 1946.**

(Arch. dép. du Loiret, 1713 W 1)

**Versement en 2012. Classement en 2017.**

Succédant aux quelques 300 caisses de compensation d'institutions familiales, les caisses d'allocations familiales (CAF), organismes privés chargés d'une mission de service public, sont créées par l'ordonnance du 4 octobre 1945 et deviennent opérationnelles à partir du 1er juillet 1946.

La loi du 22 août 1946 étend les prestations familiales à la quasi-totalité de la population. Les CAF assurent alors quatre fonctions : l'encaissement des cotisations, le versement des prestations familiales, la gestion administrative et du personnel et l'organisation de l'action sanitaire et sociale.

➤ **Actions d'insertion des bénéficiaires du RMI : bilans annuels, 1995-2001.**

(Arch. dép. du Loiret, 1693 W 2)

**Versement en 2012.**

L'une des principales compétences des Conseils départementaux est l'aide sociale. Celle-ci comprend la protection de l'enfance, l'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap, la prévention sanitaire et l'insertion des personnes en difficulté.

Le revenu minimum d'insertion (RMI) est une allocation qui a existé de 1988 à 2009, cofinancée par l'Etat et les conseils généraux. Il vise à soutenir les personnes les plus en difficulté et à les réinsérer dans le monde du travail.

Il a été remplacé ensuite par le revenu de solidarité active (RSA).

➤ **Pharmacie du Théâtre (Orléans) : registre ordonnancier 1922-1923.**

(Arch. dép. du Loiret, 583 J 19)

**Don en 2012.**

La pharmacie du Théâtre est créée en 1889 au 17 rue du Bourg Neuf à Orléans par la famille Viossat. Plusieurs générations de propriétaires s'y succèdent. Le 1er janvier 1972, elle est vendue à Madame Annette Martinet-Haddad. En novembre 2000, la pharmacie est transférée au 9 boulevard Pierre Ségelle. L'officine, reprise le 1er juillet 2011 par les fils de Mme Haddad existe toujours. Ces derniers ont déposé les archives de l'établissement en 2012.

Ce registre « ordonnancier » donne, pour chaque patient, la composition et les formules des préparations, « potions », sirops, etc.

➤ **Cartes postales. Hôpitaux classiques et militaires**

(Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 10261, 10403)

Les cartes postales sont des supports particulièrement recherchés car elles illustrent les paysages et les activités des villes et des campagnes depuis plus d'un siècle. Elles entrent principalement aux Archives soit par don soit par achat, c'est une collection qui s'enrichit donc régulièrement. Pour le moment, les Archives du Loiret en comptent près de 10 000 pièces !

Intégralement numérisées, elles sont accessibles en ligne sur le site des Archives du Loiret depuis mai 2018.



- **Pharmacopée universelle contenant toutes les compositions de pharmacie qui sont en usage dans la médecine, tant en France que par toute l'Europe ; leurs vertus, leurs doses, les manières d'opérer les plus simples et les meilleures, Nicolas Lemery, Paris, 1715.**

(Arch. dép. du Loiret, BH O 7488)

**Achat en 2012.**

- **Hôpital mixte de Pithiviers. Registre des inscriptions, entrées, sorties et décès (1904-1914), Folio 96.**

(Arch. dép. du Loiret, 16 H-Dépôt 2 Q/20)

**Dépôt en 2018.**

Durant la Première Guerre mondiale, les soldats blessés sont évacués vers des hôpitaux civils. L'hôpital de Pithiviers conformément à loi du 7 juillet 1877 créant des services hospitaliers de l'armée dans les hôpitaux civils a accueilli des blessés. Lors de sa séance du 12 octobre 1880, la commission administrative de l'hôpital de Pithiviers a fixé le prix de journée à 2 francs par jour pour les soldats et sous-officiers, 3,5 francs pour les officiers et 5 francs pour les officiers supérieurs.

Dans la colonne intitulée « genre de maladie », les otites, scarlatines et bronchites aiguës cèdent la place aux blessures par balles, aux brûlures et aux amputations... La colonne « nature de la sortie » porte fréquemment la mention « EC » (évacuation pour convalescence).

- **Affiche de la soirée de gala au profit du comité de lutte antituberculeux du Loiret, années 50.**

(Arch. dép. du Loiret, 553 J 516)

**Classement en 2018 par Jean-François Montes, ancien archiviste et chercheur.**

La présentation officielle des campagnes du timbre est originellement empreinte de solennité. Sous le haut patronage du préfet, une conférence d'informations est donnée aux adultes et des causeries sont faites aux enfants des écoles (principaux vendeurs du timbre). Une exposition complète le dispositif. En 1945, d'autres souffrances nationales sont intervenues depuis 5 ans. Elles font régresser la problématique de la tuberculose dans l'échelle des priorités publiques. Il faut divertir pour subsister. Les recours à un spectacle et à la diffusion d'un film grand public vont être peu à peu complétés par un gala comportant une soirée dansante.

À partir de 1954, la participation des officiers américains de la base aérienne d'Orléans (directement inspirée des pratiques du département de l'Indre) va donner un éclat supplémentaire à cette manifestation. Albert Huard et son fils se chargent de l'organisation de la soirée et du recrutement des formations et des musiciens. C'est la raison pour laquelle Tony Murena, artiste français bien connu des américains puisqu'il avait été approché en 1941 par Glen Miller, participe à cette soirée au Royal ce lundi 20 décembre (dont l'année n'a pas été identifiée). Cette pratique va disparaître peu à peu à l'approche de 1960 pour revenir à la seule présentation de la campagne.



➤ **Oriflamme de 1988 « A bout de souffle, c'est pas du cinéma ».**

(Arch. dép. du Loiret, 553 J 340)

**Classement en 2018.**

Dès 1928, la préoccupation des quêteurs est de pouvoir collecter auprès des automobilistes. C'est d'abord un timbre autocollant grand format qui est proposé à la vente. En 1937, l'oriflamme avec deux ficelles fait son apparition car elle permet de cibler également les cyclistes.

À partir de 1970, le modèle proposé change totalement le mode d'approche. Celui-ci, empruntant une partie de son titre au film de Jean-Luc Godart, interpelle différemment le public en l'éloignant peu à peu de la stricte thématique de la tuberculose pour aborder les thèmes des causes d'altération des poumons. Celles-ci vont être centrales à partir de 1991 (causes de l'asthme, des cancers, lutte anti-tabac).

➤ **Timbre mis en vente au cours de la campagne de collecte de fonds de 1931 - Thème "De l'air pur" toujours d'actualité.**

(Arch. dép. du Loiret, 553 J 260)

**Classement en 2018.**

En France, les campagnes annuelles du timbre ont été expérimentées en 1925 dans le département de Meurthe-et-Moselle, puis généralisées nationalement en 1927. Elles vont perdurer jusqu'en 2005, avec des altérations entre 1940 et 1945.

Elles reposent sur la vente de timbres sans valeur postale sous différents formats et différents prix de vente. Les thématiques proposées sont majoritairement centrées sur les causes et conséquences de la tuberculose.

Le timbre de 1931 est l'œuvre du peintre, dessinateur et affichiste français René Vincent (1879-1936). Il marque la première tentative d'élargissement et de généralisation du propos avec le thème de l'air. Plus centré sur la jeunesse, il préfigure toutes les campagnes qui vont être menées à partir de 1970 dans le cadre de la thématique globale « Protéger vos poumons ».

➤ **Médaille d'honneur du comité national de défense contre la tuberculose attribuée au Docteur Luizy, médecin directeur du dispensaire antituberculeux de Montargis dans les années 50.**

(Arch. dép. du Loiret, 553 J 562)

**Classement en 2018.**

La première manière de créer une émulation pour la collecte du timbre dans un département est d'abord celle du classement des écoles. Ensuite, de manière plus individuelle, de donner un diplôme au meilleur quêteur puis au meilleur « diffuseur » du timbre et des objets.

La graduation va apparaître pour ne pas décourager les acteurs de la collecte de fonds par la distribution d'une coupe puis, pour l'ensemble des activités dans le cadre de la lutte contre la tuberculose, la création de Médaille d'honneur décernée localement au titre du comité national.

Celles qui se sont retrouvées conservées dans ce fonds sont celles qui, pour une raison inconnue, n'ont pas pu être remises. Chacune d'entre-elles porte le nom du récipiendaire. Celle au nom du docteur Luizy, en or, présentée ici est emblématique.

Maurice, Eugène Luizy est né le 11 avril 1891 à Orléans. De la classe 1911, il est mobilisé comme infirmier à la 5ème section d'infirmiers militaires (La-Chapelle-Saint-Mesmin) et envoyé en régiment. Le 22 juin 1915, il est nommé médecin auxiliaire, promu sous-aide major (adjudant) le 18 juin 1917 puis aide-major de 2<sup>ème</sup> classe le 28 septembre 1918. Médecin de bataillon avec trois citations, il est décoré de la Croix de guerre avec étoile de bronze et palmes. En 1919, il est alors nommé médecin directeur de la station sanitaire du ministère de l'Intérieur située à La-Chapelle-Saint-Mesmin. Lors de la fermeture définitive de la structure en 1926, il est nommé médecin-chef des dispensaires de Montargis et de Pithiviers. En 1945, il choisit celui de Montargis. Il décède le 28 octobre 1966 à Montargis à l'âge de 75 ans.

➤ **Photographie de classe de la 5ème B du collège de Briare en 1963.**

(Arch. dép. du Loiret, 7 Fi 564)

➤ **Certificat de stage de Georges Lambert, élève stagiaire en pharmacie, délivré par H. Fahuet, pharmacien à Orléans, 1er mai 1901.**

(Arch. dép. du Loiret, 4 U 123374)

**Versement en 2004. Classement en 2018.**

Le contrôle des stages des élèves en pharmacie a été effectué par le juge de paix du canton Nord-Ouest d'Orléans. Ce document témoigne des attributions variées du juge de paix.

Celui-ci a d'abord un rôle de conciliateur puis, en cas d'échec, de juge des litiges de la vie quotidienne que ceux-ci portent sur la défense des droits réels (contestations de propriété, partages de succession...) ou personnels (récupération d'impayés, différends entre bailleurs et locataires, employeurs et employés...).

Juridictions de proximité, les justices de paix sont créées, dans chaque chef-lieu de canton, par les lois des 16 et 24 août 1790. Le département du Loiret en compte 31 dès l'an X. Elles sont supprimées dans le cadre de la réforme de la justice de 1958 et remplacées en partie par les tribunaux d'instance créés au chef-lieu d'arrondissement.

➤ **Ecole Olympia Cormier, registre matricule d'école.**

(Arch. dép. du Loiret, 1791 W 2)

**Versement en 2018.**

L'école Olympia Cormier, créée en 1928, occupe toujours les mêmes locaux, rue du Château-Gaillard à Orléans.

Olympia Cormier (1880-1945) a été institutrice puis directrice dans cet établissement. Femme engagée, pédagogue, militante notamment au syndicat national des instituteurs et à la Ligue des droits de l'homme, elle est déportée à Ravensbrück où elle décède.

En 2017, l'école décide d'organiser un atelier pédagogique sur son histoire avec les élèves d'une classe de CM2. Les documents conservés dans les différents locaux ont été repérés et classés avec l'aide des Archives départementales : registres matricules d'élèves, règlement intérieur, plans de l'école, copies d'élèves, cahiers d'élèves, photographies de classe, matériel pédagogique.

Ce travail de plusieurs mois a abouti, en mai 2017, à une exposition dans ses locaux « Il était une fois notre école », mettant en scène les archives dans la reconstitution d'une classe des années 1930. Les élèves, historiens et archivistes en herbe, ont pu ainsi recueillir les témoignages des visiteurs, certains, anciens élèves de l'école ou habitants du quartier, et apprécier la qualité d'« ouvroir de mémoire » des archives.

Cette collaboration a abouti en mai 2018 au versement d'une partie des archives, notamment les registres matricules d'élèves.

- **«Olympia Cormier, un destin d'institutrice : de Marchenoir à Ravensbrück. ». Gérard Lauvergeon, François Printanier. Beaugency, 2005.**

(Arch. dép. du Loiret, BH BR 13250)

**Don en 2005.**

- **Collège Jeanne d'Arc : livre d'or avec des exposés et compositions d'élèves des années 1950.**

(Arch. dép. du Loiret, 1775 W 1)

**Versement en 2017.**

Le collège Jeanne d'Arc est installé dans des bâtiments chargés d'histoire. Site de l'ancienne collégiale Saint-Avit, dont subsiste la crypte du XI<sup>ème</sup> siècle, puis du grand séminaire construit au XVIII<sup>ème</sup> siècle sur des plans de Jules Hardouin Mansart, le lieu devient en 1908 un lycée de jeunes filles. Il fusionne en 1961 avec le lycée Jean Zay dont il est une annexe. Enfin, en 1967, il est transformé en collège d'enseignement supérieur.

La continuité de la politique de collecte permet donc d'offrir à la consultation plus de 100 ans d'archives sur les établissements scolaires ayant occupé ce site.

- **Commune de Chaussy : matériel pédagogique : cahier de dessin**

(Arch. dép. du Loiret, 353 O-Suppl. 1 R 16)

➤ **Registre d'écrou de la maison d'arrêt de Montargis. Détenus écroués les 4 et 9 octobre 1962 pour flagrant délit de vol et meurtre.**

(Arch. dép. du Loiret, 1268 W 283)

**Classement en 2016.**

Les archives de la maison d'arrêt de Montargis illustrent l'ensemble des missions de l'établissement et son évolution.

Parmi ces archives se trouvent les registres d'écrou. Rédigés à chaque incarcération ou à chaque transfèrement de détenus, l'acte d'écrou apporte de nombreuses informations nécessaires à son identification et à son suivi (mentions d'état civil, signalement motifs ou décisions justifiant leur détention...).

Ces registres constituent une source parfois méconnue mais néanmoins importante pour les chercheurs et les généalogistes.

➤ **Rapport du surveillant principal à la maison d'arrêt de Montargis relatif à une tentative d'évasion de deux détenus (9 novembre 1963).**

(Arch. dép. du Loiret, 1268 W 211)

**Classement en 2016.**

Les maisons d'arrêt sont des établissements pénitentiaires destinés à accueillir les prévenus en attente de jugement et les condamnés à des peines courtes (inférieures à deux ans). Elles sont présentes dans chaque arrondissement.

La maison d'arrêt de Montargis, voisine du tribunal de grande instance de la ville, est installée dans l'ancien couvent des visitandines datant du XVII<sup>ème</sup> siècle. Le bâtiment, dépendant de l'administration judiciaire d'Orléans, a une capacité d'accueil d'une vingtaine de places. En 2000, cette maison d'arrêt est transformée en centre de semi-liberté.

➤ **Coupures de presse relative au meurtre commis dans le cloître des Minimes, 1957.**

(Arch. dép. du Loiret, 283 W 63952)



Au matin du mercredi 12 juin 1957, on découvre dans le cloître des Minimes, le corps assassiné de Moïse Bonboire.

Cet article, paru dans la République du Centre le lendemain du meurtre, aborde deux sujets distincts. Tout d'abord, il relate les premiers instants de l'enquête (l'identification du mort, les interrogatoires et la recherche des premiers suspects). Ensuite, il informe sur l'état du cloître. En juin 1957, les travaux de reconstruction du bâtiment des Archives se terminent. Mais, il n'en est pas de même pour le « charmant petit cloître » qui contient un « amoncellement de pierre provenant des monuments historiques détruit en 1940, des morceaux de bois pourris et des tas d'immondices infects » et « sert de repaire à des clochards et à une pègre que la police chasse parfois ».

Vous voulez connaître le nom du coupable ? Venez consulter la presse locale aux Archives départementales.



- **Affaire de diffamation verbale de 1911 au cours de laquelle un homme est accusé d'avoir arraché la moustache « d'une certaine longueur » d'un autre, de l'avoir défiguré et de lui avoir occasionné des souffrances. Le prévenu se voit réclamer des indemnités de dommages et intérêts pour « la question des moustaches ».**

(Arch. dép. du Loiret, 4 U 32/72)

**Versement en 2013. Classement en 2016.**

- **"Exécution de Languille." (1905)**

(Arch. dép. du Loiret, 11 Fi 4225)

Henri Languille a été exécuté en place publique le 28 juin 1905 à Orléans (place Bel-Air à l'angle de la rue Verte et de la rue Bel-Air), suite au verdict rendu par la Cour d'assises du Loiret le 18 avril de la même année pour assassinat et vol qualifié en 1903 à Nibelle.

Contrairement à une idée reçue, ce ne fût pas la dernière exécution publique à Orléans.

- **Témoignage des détenus et du personnel de la maison d'arrêt d'Orléans, 2014.**

(Arch. dép. du Loiret, 1735 W 1)

**Versement en 2014.**

À l'occasion du transfert en 2014 de la maison d'arrêt d'Orléans vers l'établissement pénitentiaire de Saran, un travail de recueil de souvenirs contenant des photographies et de poèmes est réalisé par les détenus et par le personnel de la prison.

- **Fiche anthropométrique d'un détenu écroué le 12 novembre 1944 pour vol, à la maison d'arrêt d'Orléans.**

(Arch. dép. du Loiret, 1611 W 18)

**Versement en 2011. Classement en 2014.**

La maison d'arrêt d'Orléans a été construite au 55 boulevard Guy-Marie Riobé, mise en service en 1896 et fermée en 2014 pour être transférée à Saran, conjointement avec la maison d'arrêt de Chartres.

À l'origine, elle a été conçue pour héberger 72 hommes et 16 femmes. Les nombreuses transformations effectuées, notamment après 1972, ont modifié l'aspect extérieur du bâtiment et permis d'accroître sa capacité d'accueil. En 2008, elle pouvait, par conséquent, accueillir 105 personnes. Elle comprenait un quartier d'hommes majeurs, un quartier de femmes, un quartier de semi-liberté et un quartier pour les mineurs.

Le fonds de la maison d'arrêt contient notamment des fiches anthropométriques. Véritables fiches d'identité des criminels, elles étaient établies pour chaque détenu, avec ses mensurations (taille, dimension du nez, des oreilles, du menton, de la bouche, la couleur des yeux, les cicatrices ...) et ses empreintes.

➤ **Fonds du Service Régional de Police Judiciaire, clichés anthropométriques, 1939.**

(Arch. dép. du Loiret, 1223 W 4460 : Cliché anthropométrique datant du 14 mars 1939 - n°10.

1223 W 4499 : Cliché anthropométrique datant du 25 mars 1939 – 5<sup>ème</sup> Brigade - n°48

1223 W 4586 : Cliché anthropométrique datant du 4 mai 1939 – 5<sup>ème</sup> Brigade - n°133)

**Versement en 1989. En cours de classement.**

Le fonds du Service Régional de Police Judiciaire (SRPJ) regorge de documents particulièrement intéressants, parmi eux, plusieurs milliers de clichés sur plaque de verre.

Ces clichés recouvrent la période de la guerre et de l'après-guerre jusqu'à 1965. La première partie des photographies prises par le SRPJ rassemble les clichés anthropométriques (portraits de face et de profil) de criminels arrêtés ou détenus dans les prisons de la région d'Orléans, d'interdits de séjour, d'étrangers, de communistes membres de la Résistance, de nomades, etc. de 1939 à 1943. La seconde partie, qui débute en 1942, regroupe les clichés d'états des lieux et de traces relevées sur les scènes de crime, de pièces à conviction, de cadavres, d'autopsies, de reconstitutions ainsi que les reproductions de divers documents d'enquête ou photographies de « gens du milieu », etc.

Ce fonds est actuellement en cours de classement et de numérisation par les Archives du Loiret. Il n'est pour le moment pas entièrement communicable au public.

## Adrienne Bolland, femmes de défis et d'aventures



Adrienne Bolland, portrait, années 1920-1930  
Arch. Dép. du Loiret, 479 J 21

**A**drienne Bolland naît le 25 novembre 1895 à Arcueil (Val-de-Marne). Elle est la cadette des sept enfants d'Henri Boland, journaliste et écrivain géographe, et de Marie Joséphine Pasques. Son père, originaire de Belgique, devient propriétaire des Charmettes à Donnery, puis du château d'Allonnes à l'occasion de son mariage. Adrienne y passe une partie de sa jeunesse. Le décès d'Henri Boland en 1909 laisse sa famille dans une situation matérielle difficile. D'esprit indépendant, anti-conformiste et ne voulant pas représenter une charge financière pour sa famille, Adrienne décide de se lancer dans l'aviation.

Elle s'inscrit à l'école d'aviation des frères Caudron, située au Crotoy (Somme), où elle obtient son brevet de pilote-aviatrice le 26 janvier 1920. Elle est la treizième femme à l'obtenir !

Deux événements majeurs marquent sa carrière d'aviatrice. Elle est la première femme à effectuer **la traversée de la Manche dans le sens France/Angleterre le 25 août 1920**. Puis, le 1<sup>er</sup> avril 1921, alors qu'elle n'a que 40 heures de vol à son actif, elle accomplit l'exploit de franchir **la Cordillère des Andes entre Mendoza (Argentine) et Santiago (Chili)** sur un biplan Caudron G3 de 80 CV, sans compas ni carte. Cet exploit lui vaut une renommée retentissante en Amérique latine.

Pendant quelques temps, elle entreprend la difficile liaison par mer entre Rio de Janeiro et Buenos Aires, mais un atterrissage forcé y met un terme.

En 1923, elle rentre à Paris et commence une série de meetings aériens de ville en ville, dont Orléans, où elle enchaîne des figures acrobatiques. A Orly, elle parvient à exécuter **212 loopings en 72 minutes !** Au cours d'un meeting, elle rencontre Ernest Vinchon, lui aussi aviateur, avec qui elle se marie en 1930.



Adrienne Bolland, 1<sup>er</sup> avril 1921  
Arch. dép. du Loiret, 479 J 33

En 1936, à l'aérodrome du Bourget, les commandes de son avion ne répondent plus et il s'écrase contre un hangar. Adrienne s'en sort avec quelques contusions mais son avion est en miettes.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, **elle s'engage dans la Résistance avec son mari**, dans le Réseau CND-Castille du Loiret. Elle est principalement chargée de trouver des terrains pour l'aviation des Forces Françaises Libres. Femme active, elle s'engage aussi dans la défense des droits des femmes ainsi que pour l'insertion de jeunes dans la société.

Elle décède le 18 mars 1975 à Paris et repose au cimetière de Donnery. Le 14 mai 1977 une rue est inaugurée à son nom à Donnery. En 2005, une manifestation en son honneur est organisée par l'aérodrome du Loiret à l'occasion de l'émission d'un timbre à son effigie.



- **Passeport d'Adrienne Bolland, 1968,**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 6)
- **Copie de l'acte de naissance d'Adrienne Bolland, 1964.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 6)
- **Une carte à l'effigie d'Adrienne Bolland.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 11)
- **Attestation de Marcel Merat.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 17)
- **Carte de membre de l'aéro-club de France d'Adrienne Bolland.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 18)
- **Quatre photographies d'Adrienne Bolland, seule, avec Ernest Vinchon et Maryse Bastié, années 1960-1970.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 21)
- **Un ticket d'avion de baptême de l'air avec photo de l'avion Caudron, années 1920-1930.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 21)
- **Deux médailles dont la médaille de la traversée de la Cordillère des Andes (1921).**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 22)
- **Icare, revue de l'aviation française n°58 : récit de la Traversée de la Cordillère des Andes par Adrienne Bolland, 1971.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 24)
- **Coupures de journaux : « Adrienne Bolland n'avait que 40h de vol ».**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 25)
- **Certificat de passage de la ligne décerné à Adrienne Bolland à bord du paquebot le Lutetia**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 26)
- **Un télégramme de félicitations après la traversée de la Cordillère des Andes.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 29)
- **Livret manuscrit d'admiration réalisé et offert par les élèves et professeurs du cours Belgrano.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 31)
- **Deux photographies du Caudron G3.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 33)
- **Un carnet de photographies offert par Marguerite Breton.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 33)
- **Lettre de Mauricio Serrano, président de l'aéro- club du Chili (5 avril 1961).**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 35)

- **Quarantenaire de la traversée : deux photographies à l'arrivée de l'aéroport de Buenos Aires. Deux photographies de remise de décoration à Rio (1961).**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 38)
- **Trois photographies de la Cordillère des Andes et du lac en forme d'huître, A. Bolland, 1971.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 42)
- **Coupures de journaux relatant le cinquantenaire de la Cordillère des Andes, 1971.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 43)
- **Deux cartes de résistantes. Attestation d'appartenance au FFC. Médaille commémorative des services volontaires dans la France Libre.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 44)
- **Coupures de presse sur la mort d'Adrienne Bolland.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 51)
- **Inauguration de la rue Adrienne Bolland à Donnery (mai 1977), tiré de la revue APNA (Association des Professionnels Navigants de l'Aviation. Tract de manifestation à l'aérodrome de Saint-Denis-de-l'Hôtel pour l'émission du timbre A. Bolland, coupure de presse.**  
(Arch. dép. du Loiret, 479 J 52)





Département du Loiret  
45945 Orléans • Téléphone 02 38 25 45 45  
[loiret@loiret.fr](mailto:loiret@loiret.fr) • [www.loiret.fr](http://www.loiret.fr)